

25 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive européenne (91/271/CEE) du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires modifiée par la directive 98/15/CE du 27 février 1998;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 3 et 46;

Vu l'avis de la Commission des eaux, remis le 3 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le délai de transposition de la directive 98/15/CE du 27 février 1998 modifiant la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires est expiré depuis le 30 septembre 1998;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

2° Ministre : le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions;

3° administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

4° eaux urbaines résiduaires : les eaux ménagères ou le mélange des eaux ménagères usées avec des eaux industrielles usées et/ou des eaux de ruissellement;

5° agglomération : zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration collective ou un point de rejet final;

6° station d'épuration collective : station d'épuration qui traite les eaux urbaines résiduaires en provenance d'une agglomération;

7° système de collecte : ensemble des égouts, des ouvrages et des collecteurs qui recueillent et acheminent les eaux urbaines résiduaires vers une station d'épuration collective ou un point de rejet final;

8° équivalent-habitant ou en abrégé EH : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DB05) de 60 grammes par jour;

9° eutrophisation : l'enrichissement de l'eau en éléments nutritifs, notamment des composés de l'azote et/ou du phosphore, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui entraîne une perturbation indésirable de l'équilibre des organismes présents dans l'eau et une dégradation de la qualité de l'eau en question;

10° traitement approprié : le traitement des rejets des eaux urbaines résiduaires par tout procédé et/ou système d'évacuation qui permettent de respecter les objectifs de qualité qui s'appliquent à l'eau de surface réceptrice ainsi que de répondre aux dispositions pertinentes du présent arrêté;

11° traitement primaire : le traitement des eaux urbaines résiduaires par un procédé physique et/ou chimique comprenant la décantation des matières solides en suspension ou par d'autres procédés par lesquels la DBO 5 des eaux urbaines résiduaires entrantes est réduite d'au moins 20 % avant le rejet et le total des matières solides en suspension des eaux résiduaires entrantes d'au moins 50 %;

12° traitement secondaire : le traitement des eaux urbaines résiduaires par un procédé comprenant généralement un traitement biologique avec décantation secondaire ou par un autre procédé permettant de respecter les conditions sectorielles d'émission reprises à l'annexe I;

13° traitement tertiaire : traitement complémentaire au traitement secondaire permettant de respecter les conditions sectorielles d'émission reprises à l'annexe II;

14° organisme d'épuration compétent : l'association de communes agréée conformément à l'article 17 du décret dans le ressort de laquelle est située l'agglomération concernée.

Art. 2. Outre les désignations faites en application de l'article 2 de l'arrêté du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires, le Ministre désigne et délimite comme zones sensibles les masses d'eau appartenant aux zones d'eaux de surface pour lesquelles un traitement tertiaire est nécessaire.

Les zones sensibles désignées en vertu de l'article 2 de l'arrêté du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires et en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article, sont revues au moins tous les quatre ans, la prochaine révision devant être effectuée le 31 décembre 2000 au plus tard.

En ce qui concerne les zones sensibles qui seraient désignées à la suite d'une révision effectuée en application de l'alinéa précédent, les eaux urbaines résiduaires doivent faire l'objet d'un traitement tertiaire au plus tard dans les sept ans suivant leur date de désignation.

Art. 3. § 1^{er}. Les eaux urbaines résiduaires provenant des agglomérations dont la charge polluante est supérieure à 2.000 EH doivent, avant d'être rejetées, faire l'objet d'un traitement secondaire conformément aux délais suivants :

1° au plus tard le 31 décembre 2000 pour tous les rejets provenant d'agglomérations ayant un EH de plus de 15.000;

2° au plus tard le 31 décembre 2005 pour les rejets provenant d'agglomérations ayant un EH compris entre 10.000 et 15.000;

3° au plus tard le 31 décembre 2005 pour les rejets provenant d'agglomérations ayant un EH compris entre 2.000 et 10.000.

§ 2. Les eaux urbaines résiduaires provenant des agglomérations dont la charge polluante est supérieure à 10.000 EH doivent, avant d'être rejetées, faire l'objet d'un traitement tertiaire :

1° quand leur rejet s'effectue en zone sensible;

2° quand leur rejet s'effectue dans le bassin versant de la zone sensible et contribue à la pollution de la zone sensible;

3° quand la construction de la station d'épuration collective dans laquelle les eaux sont traitées, est entamée après la mise en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Complémentairement aux §§ 1^{er} et 2, en vue de garantir les objectifs de qualité de l'eau réceptrice, le Ministre peut imposer un traitement plus rigoureux.

Art. 4. Les eaux urbaines résiduaires provenant d'agglomérations dont la charge polluante est égale ou inférieure à 2.000 EH et qui pénètrent dans un système de collecte doivent, avant d'être rejetées, faire l'objet d'un traitement approprié au plus tard le 31 décembre 2005.

A défaut d'un traitement plus rigoureux fixé par le Ministre si l'objectif de qualité du cours d'eau récepteur l'exige, ou d'un traitement moins rigoureux fixé par le Ministre si l'objectif de qualité du cours d'eau récepteur est ainsi assuré, les conditions sectorielles d'émission reprises à l'annexe III sont considérées comme répondant au traitement approprié.

Art. 5. Les collecteurs doivent être conçus, construits et entretenus de manière à tenir compte du volume et des caractéristiques des eaux urbaines résiduaires, à prévenir les fuites et à limiter la pollution des eaux réceptrices résultant des surcharges dues aux pluies d'orage. Les mesures à prendre sont fondées sur les taux de dilution ou la capacité par rapport aux débits par temps sec.

Pour les agglomérations, dont la charge polluante est égale ou inférieure à 2.000 EH, le collecteur est dimensionné pour acheminer deux fois le débit de temps sec calculé sur la base de 180 litres par habitant et par jour, à défaut de mesures plus précises.

Art. 6. Les stations d'épuration collective sont conçues ou adaptées pour que des mesures des débits et des échantillons représentatifs des eaux usées entrantes et des effluents traités puissent être pris.

Les points d'évacuation des eaux épurées sont choisis dans toute la mesure du possible, de façon à réduire au minimum les effets sur les eaux réceptrices.

La charge exprimée en nombre d'équivalent-habitant est calculée sur la base de la charge moyenne maximale hebdomadaire qui pénètre dans la station d'épuration collective au cours de l'année, à l'exclusion des situations inhabituelles comme celles qui sont dues à de fortes précipitations.

Art. 7. Les stations d'épuration collective construites pour satisfaire aux exigences des articles 3 et 4 doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues de manière à avoir un rendement suffisant dans toutes les conditions climatiques normales du lieu où elles sont implantées.

Il convient de tenir compte des variations saisonnières de la charge lors de la conception de ces installations.

Art. 8. Les rejets provenant des stations d'épuration collective visées aux articles 3 et 4 sont contrôlés conformément aux procédures reprises à l'annexe IV.

Les contrôles sont réalisés par l'organisme d'épuration compétent qui installe tous les dispositifs nécessaires à leur exécution.

Les résultats des contrôles sont conservés par l'organisme d'épuration compétent pendant une période de trois ans au minimum.

Annuellement, les résultats des contrôles sont consignés sous forme de synthèse dans un rapport, conformément au modèle repris à l'annexe V.

Le rapport annuel est envoyé à l'administration au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle pour laquelle le rapport doit être établi.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe I

Conditions sectorielles d'émission relatives aux rejets des stations d'épuration collective provenant d'agglomérations dont la charge polluante est supérieure à 2.000 EH.

La valeur de la concentration ou le pourcentage de réduction seront appliqués.

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DB05 à 20 °C) sans nitrification (3)	25 mg/l 02	70 — 90	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C ± 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l 02	75	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	35 mg/l (4)	90 (4)	- Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45µm séchage à 105 °C et pesée. - Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2.800 à 3.200 g) séchage à 105 °C pesée.

Notes

(1) Réduction par rapport à l'entrée.

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés : toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.

(4) Cette exigence est facultative.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe II

Conditions sectorielles d'émission relatives aux rejets des stations d'épuration collective effectuant un traitement tertiaire.

En fonction des conditions locales, on appliquera un seul paramètre ou les deux. La valeur de la concentration ou le pourcentage de réduction seront appliqués.

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence
Phosphore total	2 mg/l P (EH compris entre 10.000 et 100.000) 1 mg/l P (EH de plus de 100.000)	80	Spectrophotométrie par absorption moléculaire

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence
Azote total (2)	15 mg/l N (EH compris entre 10.000 et 100.000) (3) 10 mg/l N (EH de plus de 100.000) (3)	70 — 80	Spectrophotométrie par absorption moléculaire

Notes

(1) Réduction par rapport aux valeurs à l'entrée.

(2) Azote total signifie le total de l'azote obtenu par la méthode de Kjeldahl (azote organique + NH₃) de l'azote contenu dans les nitrates (NO₃) et de l'azote contenu dans les nitrites (NO₂).

(3) La moyenne annuelle de la concentration en azote total (qui, suivant le cas, ne doit pas dépasser l'une des 2 valeurs mentionnées ci-dessus) est calculée sur l'ensemble des périodes de l'année où la température de l'eau dans le ou les réacteur(s) biologique(s) est supérieure à 12 °C.

Durant ces mêmes périodes, la moyenne journalière de la concentration en azote total ne doit pas dépasser 20 mg N/l.

En dehors de ces périodes, la teneur en azote total sera maintenue aussi basse que possible.

La condition concernant la température pourrait être remplacée par une limitation du temps de fonctionnement tenant compte des conditions climatiques régionales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe III

Conditions sectorielles d'émission relatives aux rejets d'eaux urbaines résiduaires provenant d'agglomérations dont la charge polluante est égale ou inférieure à 2.000 EH.

La valeur de la concentration moyenne ou encore le pourcentage de réduction seront appliqués.

Le débit d'eau à traiter en temps de pluie est limité à deux fois le débit d'eaux usées en temps sec, calculé sur base de 180 l/H et par jour.

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DB05 à 20 °C) sans nitrification (3)	30 mg/l O ₂ (5) ou 50 mg/l O ₂ (6)	70	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C ± 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O ₂ (5) 190 mg/l O ₂ (6)	75	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Total des matières solides en suspension	60 mg/l (4)	90 (4)	- Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45µm séchage à 105 °C et pesée. - Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2.800 à 3.200 g) séchage à 105 °C pesée.

Notes

(1) Réduction par rapport à l'entrée.

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés : toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.

(4) Cette exigence est facultative.

(5) En moyenne sur 24 heures.

(6) Maximum.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe IV

Méthodes de référence pour le suivi et l'évaluation des résultats

1. Des échantillons sont prélevés sur une période de 24 heures, proportionnellement au débit ou à intervalles réguliers, en un point bien déterminé à la sortie et, en cas de nécessité, à l'entrée de la station d'épuration, afin de vérifier si les prescriptions du présent arrêté en matière de rejets d'eaux usées sont respectées.

De saines pratiques internationales de laboratoire seront appliquées pour que la dégradation des échantillons soit la plus faible possible entre le moment de la collecte et celui de l'analyse.

2. Le nombre minimum d'échantillons à prélever à intervalles réguliers au cours d'une année entière est fixé en fonction de la taille de la station d'épuration :

- nombre d'équivalent-habitant inférieur ou égal à 2 000 :

4 échantillons au cours de l'année

- nombre d'équivalent-habitant compris entre 2 000 et 9 999 :

12 échantillons au cours de la première année

4 échantillons les années suivantes s'il peut être démontré que les eaux respectent les dispositions du présent arrêté pendant la première année : si l'un des 4 échantillons ne correspond pas aux normes, 12 échantillons sont prélevés l'année suivante

- nombre d'équivalent-habitant compris entre 10 000 et 49 999 :

12 échantillons

- nombre d'équivalent-habitant de 50 000 ou plus :

24 échantillons

3. On considère que les eaux usées traitées respectent les valeurs fixées pour les différents paramètres si, pour chaque paramètre considéré individuellement, les échantillons prélevés montrent que les valeurs correspondantes sont respectées, en fonction des dispositions suivantes :

a) pour les paramètres figurant à l'annexe I, le nombre maximal d'échantillons qui peuvent ne pas correspondre aux valeurs en concentration ou aux pourcentages de réduction mentionnés, est fixé comme suit :

Nombre d'échantillons prélevés au cours d'une année déterminée	Nombre maximal d'échantillons pouvant ne pas être conforme
4 — 7	1
8 — 16	2
17 — 28	3
29 — 40	4
41 — 53	5

Organisme d'épuration agréé :							Année													
Station de							Conforme — non conforme (1)													
N° analyse	Date d'échantillonnage	QJ m ³ /j (3)	Caractéristiques de l'influent					Caractéristique de l'effluent					Rendement					Conformité (2) DBO DCO MES		
			1 DBO	2 DCO	3 MES	4 NT	5 PT	1 DBO	2 DCO	3 MES	4 NT	5 PT	1 DBO	2 DCO	3 MES	4 NT	5 PT			
	Nombre total d'analyses							Moyennes annuelles							Moyennes annuelles					

Notes

(1) Barrer la mention inutile - critère d'affectation global.

(2) Conformité de l'analyse sur base des critères DCO, DBO et MES - C = conforme - NC = non conforme.

(3) Volume journalier traité biologiquement le jour de l'échantillonnage.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 879

[C - 99/27239]

25. FEBRUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Behandlung von städtischem Abwasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie des Rates vom 21. Mai 1991 (91/271/EWG) über die Behandlung von kommunalem Abwasser, abgeändert durch die Richtlinie vom 27. Februar 1998 (98/15/EWG);

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere der Artikel 3 und 46;

Aufgrund des am 3. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Wasser;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Umsetzungsfrist der Richtlinie vom 27. Februar 1998 (98/15/EG) zur Abänderung der Richtlinie vom 21. Mai 1991 (91/271/EWG) über die Behandlung von kommunalem Abwasser seit dem 30. September 1998 abgelaufen ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;

2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört;

3° "Verwaltung": die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "städtisches Abwasser": das Haushaltsabwasser oder die Mischung aus Haushaltsabwasser und industriellem Abwasser und/oder Niederschlagswasser;

5° "Ortschaft": das Gebiet, in welchem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Aktivitäten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf die Weiterleitung zu einer kollektiven Klärstation oder einer Einleitungsendstelle zu ermöglichen;

6° "kollektive Klärstation": Klärstation, in der das städtische Abwasser aus einer Ortschaft behandelt wird;

7° "Sammelsystem": Gesamtheit der Kanalisationen, Anlagen und Sammelkanäle, in denen das städtische Abwasser gesammelt und einer kollektiven Klärstation oder einer Einleitungsendstelle zugeführt wird;

8° "Einwohnergleichwert" oder abgekürzt "EGW": Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in fünf Tagen (BSB5) von 60 Gramm Sauerstoff pro Tag entspricht;

9° "Eutrophierung": die Anreicherung des Wassers mit Nährstoffen, insbesondere mit Stickstoff- und/oder Phosphorverbindungen, die zu einem vermehrten Wachstum der Algen und höheren Formen des pflanzlichen Lebens und damit zu einer unerwünschten Beeinträchtigung des biologischen Gleichgewichts und der Qualität des betreffenden Wassers führt;

10° "angemessene Behandlung": die Behandlung des abgeleiteten städtischen Abwassers durch ein Verfahren und/oder Ableitungssystem, die es ermöglichen, die für das aufnehmende Oberflächenwasser geltenden Qualitätsziele zu beachten, sowie den einschlägigen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachzukommen;

11° "Primärbehandlung": die physikalische und/oder chemische Behandlung von städtischem Abwasser durch ein Verfahren, bei dem sich die suspendierten Feststoffe absetzen, oder durch andere Verfahren, bei denen der BSB5 des zugeleiteten Abwassers vor dem Ableiten um mindestens 20 % und die gesamten suspendierten Feststoffe des zugeleiteten Abwassers um wenigstens 50 % verringert werden;

12° "Sekundärbehandlung": die Behandlung von städtischem Abwasser durch ein Verfahren, das im allgemeinen aus einer biologischen Behandlung mit einem Nachklärbecken besteht oder durch ein anderes Verfahren, bei dem die in der Anlage I angeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen beachtet werden;

13° "Tertiärbehandlung": eine die Sekundärbehandlung ergänzende Behandlung, die es ermöglicht, die in der Anlage II angeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen zu beachten;

14° "zuständige Vereinigung für die Klärung": die gemäß dem Artikel 17 des Dekrets zugelassene Gemeindevereinigung,

innerhalb deren Zuständigkeitsbereich sich die betreffende Ortschaft befindet.

Art. 2 - Neben den Bezeichnungen, die in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser erfolgen, bezeichnet und begrenzt der Minister als empfindliche Gebiete die Wassermassen, die den Oberflächenwasserzonen angehören und für die eine Tertiärbehandlung erforderlich ist.

Die gemäß dem Artikel 2 des Erlasses vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser und gemäß dem Absatz 1 des vorliegenden Artikels bezeichneten empfindlichen Gebiete werden mindestens alle vier Jahre neu überprüft, wobei die kommende Überprüfung spätestens am 31. Dezember 2000 erfolgen muß.

Bezüglich der empfindlichen Gebiete, die nach einer in Anwendung des vorhergehenden Absatzes durchgeführten Überprüfung bezeichnet würden, muß das städtische Abwasser spätestens innerhalb von sieben Jahren nach dem Datum der Bezeichnung Gegenstand einer Tertiärbehandlung sein.

Art. 3 - § 1. Das städtische Abwasser aus Ortschaften mit einer Schadstoffbelastung von mehr als 2000 EGW muß vor der weiteren Einleitung einer Sekundärbehandlung unterworfen werden, und zwar bis zu folgenden Fristen:

1° spätestens bis zum 31. Dezember 2000 für Abwasser aus Ortschaften mit mehr als 15.000 EGW;

2° spätestens bis zum 31. Dezember 2005 für Abwasser aus Ortschaften, deren EGW zwischen 10.000 und 15.000 liegt;

3° spätestens bis zum 31. Dezember 2005 für Abwasser aus Ortschaften, deren EGW zwischen 2.000 und 10.000 liegt.

§ 2. Das städtische Abwasser aus Ortschaften mit einer Schadstoffbelastung, die 10.000 EGW überschreitet, muß vor der weiteren Einleitung einer Tertiärbehandlung unterworfen werden:

1° wenn diese Einleitung in einem empfindlichen Gebiet erfolgt;

2° wenn diese Einleitung in dem Wassereinzugsgebiet des empfindlichen Gebiets erfolgt und somit zur Verschmutzung des empfindlichen Gebiets beiträgt;

3° wenn der Bau der kollektiven Klärstation zur Behandlung des betreffenden Abwassers nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beginnt.

§ 3. In Ergänzung der §§ 1 und 2 kann der Minister eine strengere Behandlung auferlegen, um die Qualitätsziele für das aufnehmende Gewässer zu gewährleisten.

Art. 4 - Das städtische Abwasser aus Ortschaften, deren Schadstoffbelastung 2.000 EGW nicht überschreitet und das in ein Sammelsystem eingeleitet wird, muß vor dessen weiteren Einleitung in Gewässer spätestens bis zum 31. Dezember 2005 einer angemessenen Behandlung unterworfen werden.

In Ermangelung einer von dem Minister bestimmten strengeren Behandlung, falls es die Qualitätsziele für das aufnehmende Wasser erfordern, oder einer von dem Minister bestimmten weniger strengen Behandlung, falls die Qualitätsziele für das aufnehmende Wasser somit gewährleistet sind, werden die in der Anlage III angeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen als mit der angemessenen Behandlung übereinstimmend betrachtet.

Art. 5 - Die Sammelkanäle müssen derart geplant, gebaut und unterhalten werden, daß das Volumen und die Eigenschaften des städtischen Abwassers berücksichtigt, Undichtheiten verhindert und die sich aus den von Gewitterregen verursachten Überbelastungen ergebende Verschmutzung des aufnehmenden Wassers eingeschränkt werden.

Die vorzunehmende Dimensionierung beruht auf dem Verdünnungsfaktor oder der Kapazität im Verhältnis zu den Trockenwetterabflüssen.

In den Ortschaften, deren Schadstoffbelastung 2.000 EGW nicht überschreitet, wird der Sammelkanal derart dimensioniert, daß mangels einer genaueren Dimensionierung die zweifache Menge des auf der Grundlage von 180 Litern pro Einwohner und pro Tag berechneten Trockenwetterabflusses weitergeleitet wird.

Art. 6 - Die kollektiven Klärstationen werden derart gebaut und angepaßt, daß Abmessungen der Abflüsse und der repräsentativen Proben des zugeleiteten und behandelten Abwassers vorgenommen werden können.

Die Ableitungsstellen des geklärten Abwassers werden soweit irgend möglich derart ausgesucht, daß die Auswirkungen auf das aufnehmende Wasser auf ein Minimum verringert werden.

Die in Einwohnerequivalenzen ausgedrückte Belastung wird auf der Grundlage der höchsten wöchentlichen Durchschnittsbelastung im Zulauf der kollektiven Klärstation während eines Jahres berechnet. Ausnahmesituationen wie nach starken Niederschlägen werden dabei nicht berücksichtigt.

Art. 7 - Die zur Einhaltung der in Artikel 3 und 4 angeführten Anforderungen gebauten kollektiven Klärstationen müssen derart geplant, gebaut, betrieben und unterhalten werden, daß sie unter allen normalen örtlichen Klimabedingungen über ein ausreichendes Leistungsvermögen verfügen.

Die saisonbedingten Schwankungen der Belastung sind bei der Konzipierung dieser Anlagen zu berücksichtigen.

Art. 8 - Das abgeleitete Abwasser aus den in den Artikeln 3 und 4 erwähnten kollektiven Klärstationen wird gemäß den in der Anlage IV angeführten Verfahren kontrolliert.

Diese Kontrollen werden von der zuständigen Vereinigung für die Klärung vorgenommen. Diese installiert alle zur Ausführung der Kontrolle erforderlichen Vorrichtungen.

Die Ergebnisse der Kontrollen werden von der zuständigen Vereinigung für die Klärung während eines Zeitraums von mindestens drei Jahren aufbewahrt.

Die Ergebnisse der Kontrollen werden jährlich in einem zusammenfassenden Bericht nach dem in der Anlage V angeführten Muster festgehalten.

Der Jahresbericht wird spätestens am 31. März des nachfolgenden Jahres an die Verwaltung gerichtet.

Art. 9 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. März 1995 über die Behandlung von städtischem Abwasser wird außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des folgenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage I

Sektorbezogene Emissionsbedingungen bezüglich der Ableitungen der kollektiven Klärstationen aus Ortschaften, deren Schadstoffbelastung 2.000 EGW überschreitet.

Der Konzentrationswert oder der Verringerungsprozentsatz werden angewandt.

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringerung (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoff-bedarf (BSB5 bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	25 mg/l 02	70 — 90	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe, Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünftägiger Bebrütung bei 20 °C +/- 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs
Chemischer Sauerstoff-bedarf (CSB)	125 mg/l 02	75	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe. Kalium-Dichromat.

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringerung (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Suspendierte Feststoffe insgesamt	35 mg/l (4)	90 (4)	-Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembrane von 0,45 Fm. Trocknen bei 105 °C und Wiegen. -Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2.800 bis 3.200 g). Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

Notes

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an den gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Sauerstoffbedarf (TOD) wenn eine Beziehung zwischen BSB₅ und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

(4) Diese Anforderung ist fakultativ.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Behandlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage II

Sektorbezogene Emissionsbedingungen bezüglich der Ableitungen aus kollektiven Klärstationen, in denen eine Tertiärbehandlung ausgeführt wird.

Je nach den örtlichen Bedingungen wird nur einer oder werden beide Parameter angewandt. Der Konzentrationswert oder der Verringerungsprozentsatz werden angewandt.

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringerung (1)	Referenzmeßverfahren
Phosphor insgesamt	2 mg/l P (Anzahl EGW zwischen 10.000 und 100.000) 1 mg/l P (Anzahl EGW über 100.000)	80	Molekulare Absorptions-Spektrophotometrie
Stickstoff insgesamt (2)	15 mg/l N Anzahl EGW zwischen 10.000 und 100.000 (3) 10 mg/l N (Anzahl EGW über 100.000) (3)	70 — 80	Molekulare Absorptions-Spektrophotometrie

Notes

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs.

(2) Stickstoff insgesamt bedeutet: die Summe von Kjeldahl-Stickstoff (organischer N + NH₃), Nitrat (NO₃)-Stickstoff und Nitrit (NO₂)-Stickstoff.

(3) Der Jahresdurchschnitt der Gesamtstickstoffkonzentration (welche je nach dem Fall eine der beiden oben angeführten Werte nicht überschreiten darf) wird auf der Grundlage der Gesamtheit der Jahresperioden, während derer die Wassertemperatur in dem oder den biologischen Reaktor(en) über 12 °C liegt, berechnet.

Während dieser selben Perioden darf der Tagesdurchschnitt der Gesamtstickstoffkonzentration 20 mg N/l nicht überschreiten.

Die Bedingung bezüglich der Temperatur könnte durch eine Begrenzung der Betriebszeit unter Berücksichtigung der örtlichen Klimabedingungen ersetzt werden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Behandlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage III

Sektorbezogene Emissionsbedingungen bezüglich des abgeleiteten städtischen Abwassers aus Ortschaften, deren Schadstoffbelastung 2.000 EGW nicht überschreitet.

Der Konzentrationswert oder der Verringerungsprozentsatz werden angewandt.

Der Zufluß von bei Regenwetter zu behandelndem Abwasser wird auf die auf der Grundlage von 180 Litern pro Einwohner und pro Tag berechnete zweifache Abwassermenge bei trockenem Wetter beschränkt.

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringerung (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoff-bedarf (BSB5 bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	30 mg/l 02 (5) oder 50 mg/l 02 (6)	70	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe, Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünftägiger Bebrütung bei 20 °C +/- 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs.
Chemischer Sauerstoff-bedarf (CSB)	125 mg/l 02 (5) 190 mg/l 02 (6)	75	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Feststoffe insgesamt	60 mg/l (4)	90 (4)	-Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembrane von 0,45 µm. Trocknen bei 105 °C und Wiegen. -Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2.800 bis 3.200 g). Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

Notes

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an den gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Sauerstoffbedarf (TOD) wenn eine Beziehung zwischen BSB5 und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

(4) Diese Anforderung ist fakultativ.

(5) Durchschnittlich in 24 Stunden.

(6) Maximum.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage IV

Referenzmethoden für die Überwachung und Auswertung der Ergebnisse

1. Am Ablauf und erforderlichenfalls am Zulauf der Klärstation sind an jeweils denselben genau festgelegten Stellen abflußproportionale oder zeitproportionale 24-Stunden-Proben zu entnehmen, um zu prüfen, ob das eingeleitete Abwasser den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entspricht.

Dabei sind international anerkannte Laborpraktiken anzuwenden, mit denen die Veränderung des Zustands der Proben zwischen ihrer Entnahme und der Analyse so gering wie möglich gehalten wird.

2. Die Mindestzahl jährlicher Probenahmen soll entsprechend der Größe der Klärstation festgesetzt werden, wobei die Proben in regelmäßigen zeitlichen Abständen zu entnehmen sind:

- Einwohnergleichwert von weniger oder gleich 2.000:

4 Proben im Jahr

- Einwohnergleichwert zwischen 2.000 und 9.999:

12 Proben im ersten Jahr

4 Proben in den darauffolgenden Jahren, wenn nachgewiesen werden kann, daß das Abwasser im ersten Jahr den Vorschriften des vorliegenden Erlasses entspricht. Wenn eine der 4 Proben den Grenzwert überschreitet, sind im folgenden Jahr 12 Proben zu entnehmen.

- Einwohnergleichwert zwischen 10.000 und 49.999:

12 Proben

- Einwohnergleichwert über 50.000:

24 Proben

3. Für das behandelte Abwasser gelten die einschlägigen Werte als eingehalten, wenn für jeden einzeln untersuchten Parameter die Wasserproben dem betreffenden Wert wie folgt entsprechen:

a) für die in der Anlage I aufgeführten Parameter wird die höchstzulässige Anzahl von Proben, bei denen die als Konzentrationswerte und/oder prozentuale Verringerung ausgedrückten Anforderungen wie folgt festgelegt:

Anzahl der Probenahmen innerhalb eines bestimmten Jahres	Höchstzulässige Anzahl von Proben, bei denen Abweichungen zulässig sind
4 — 7	1
8 — 16	2
17 — 28	3
29 — 40	4
41 — 53	5
54 — 67	6
68 — 81	7
82 — 95	8
96 — 110	9
111 — 125	10
126 — 140	11
141 — 155	12
156 — 171	13
172 — 187	14
188 — 203	15
204 — 219	16
220 — 235	17
236 — 251	18
252 — 268	19
269 — 284	20
285 — 300	21
301 — 317	22
318 — 334	23
335 — 350	24
351 — 365	25

b) für die in der Anlage I aufgeführten, in Konzentrationswerten ausgedrückten Parameter darf die Abweichung von den Parameterwerten bei normalen Betriebsbedingungen nicht mehr als 100 % betragen. Für die Konzentrationswerte für die suspendierten Feststoffe sind Abweichungen bis zu 150 % zulässig;

c) für die in der Anlage II aufgeführten Parameter darf der jährliche Durchschnittswert der Proben für jeden Parameter den maßgeblichen Wert nicht überschreiten.

4. Extremwerte der Abwasserbelastung bleiben unberücksichtigt, soweit sie auf Ausnahmesituationen wie starke Niederschläge zurückzuführen sind.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Behandlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage V

Muster zur Darstellung der Jahresbilanz des geklärten Abwassers aus Klärstationen für städtisches Abwasser

Anerkannte Vereinigung für die Klärung :							Jahr														
Klärstation von							Zulässig — Nicht zulässig														
Analysen- Nummer	Datum der Proben- nahme	QJ m ³ / Tag (3)	Eigenschaften des zulaufenden Abwassers					Eigenschaften des auslaufenden Abwassers					Leistung					Konfor- mität (2) BSB CSB SS			
			1 BSB O	2 CSB O	3 SS	4 NT	5 PT	1 BSB O	2 CSB O	3 SS	4 NT	5 PT	1 BSB O	2 CSB O	3 SS	4 NT	5 PT				
	Gesamtanzahl der Analysen						Jahres-durchschnitt								Jahres-durchschnitt						

Notes

(1) Nicht zutreffendes bitte streichen B globales Anwendungskriterium.

(2) Konformität der Analyse auf der Grundlage der Kriterien CSB, BSB und SS - zulässig = Z B NZ = nicht zulässig.

(3) Biologisch behandeltes Tagesvolumen am Tag der Probenahme.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Behandlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 99 — 879

[C - 99/27239]

25 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater, gewijzigd bij Richtlijn 98/15/EG van 27 februari 1998;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 3 en 46;

Gelet op het advies van de Watercommissie, gegeven op 3 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de termijn voor de omzetting van Richtlijn 98/15/EG van 27 februari 1998 tot wijziging van Richtlijn 91/271/EEG van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater sinds 30 september 1998 verstreken is;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

2° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering die voor het waterbeleid bevoegd is;

3° "bestuur" : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Waalse Gewest;

4° "stedelijk afvalwater" : huishoudelijk afvalwater of het mengsel van huishoudelijk afvalwater en industrieel afvalwater en/of afvloeiend hemelwater;

5° "agglomeratie" : gebied waar de bevolking en/of de economische activiteiten voldoende geconcentreerd zijn om stedelijk afvalwater op te vangen en naar een gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie of een definitieve lozingsplaats af te voeren;

6° "gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie" : zuiveringsinstallatie voor de behandeling van stedelijk afvalwater van een agglomeratie;

7° "opvangsysteem" : geheel van de rioleringen, werken en verzamelingen die stedelijk afvalwater opvangen en naar een gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie of een definitieve lozingsplaats afvoeren;

8° "inwonerequivalent" of, afgekort, i.e. : biologisch afbreekbare organische belasting met een biochemisch zuurstofverbruik gedurende 5 dagen (BZV5) van 60 g zuurstof per dag;

9° "eutrofiëring" : verrijking van het water door nutriënten, vooral stikstof- en/of fosforverbindingen, die leidt tot een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen met als gevolg een ongewenste verstoring van het evenwicht tussen de verschillende in het water aanwezige organismen en een verslechtering van de waterkwaliteit;

10° "toereikende behandeling" : behandeling van geloosd stedelijk afvalwater door middel van een proces en/of afvoersysteem waardoor het ontvangende oppervlaktewater de kwaliteitsdoelstellingen haalt en aan de relevante bepalingen van dit besluit voldoet;

11° "primaire behandeling" : behandeling van stedelijk afvalwater door middel van een fysisch en/of chemisch proces van bezinking van gesuspendeerde stoffen, of andere processen waarbij het BZV 5 van het inkomende afvalwater vóór de lozing met ten minste 20 % wordt verminderd en de totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen in het inkomende afvalwater met ten minste 50 % wordt verminderd;

12° "secundaire behandeling" : behandeling van stedelijk afvalwater door middel van een proces waarbij in het algemeen biologische behandeling met secundaire bezinking plaatsvindt of een ander proces dat het mogelijk maakt de in bijlage I vermelde eisen in acht te nemen;

13° "tertiaire behandeling" : behandeling die de secundaire behandeling aanvult en het mogelijk maakt de in bijlage II vermelde normen in acht te nemen;

14° "bevoegde zuiveringsinstelling" : de overeenkomstig artikel 17 van het decreet erkende vereniging van gemeenten in het ambtsgebied waarvan de betrokken agglomeratie gelegen is.

Art. 2. Naast de gebieden aangewezen overeenkomstig artikel 2 van het besluit van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, erkent de Minister ook de watermassa's die gelegen zijn in oppervlaktewatergebieden waarvoor een tertiaire behandeling vereist is, als kwetsbaar gebied.

De gebieden die als kwetsbaar aangewezen zijn krachtens artikel 2 van het besluit van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater en krachtens het eerste lid van dit artikel, worden ten minste om de vier jaar herzien. De volgende herziening vindt plaats uiterlijk op 31 december 2000.

Voor gebieden die als kwetsbaar aangewezen worden na een overeenkomstig het vorige lid uitgevoerde herziening, moet het stedelijk afvalwater, uiterlijk binnen zeven jaar na de datum van de aanwijzing, een tertiaire behandeling ondergaan.

Art. 3. § 1. Stedelijk afvalwater van agglomeraties waarvan de vuilvracht hoger is dan 2.000 i.e., moet, vooraleer geloosd te worden, een secundaire behandeling ondergaan, met inachtneming van de volgende termijnen :

1° uiterlijk 31 december 2000 voor lozingen in agglomeraties met meer dan 15.000 i.e.;

2° uiterlijk 31 december 2005 voor lozingen in agglomeraties met 10.000 tot 15.000 i.e.;

3° uiterlijk 31 december 2005 voor lozingen uit agglomeraties met 2.000 tot 10.000 i.e.

§ 2. Stedelijk afvalwater van agglomeraties waarvan de vuilvracht hoger is dan 10.000 i.e., moet, vooraleer geloosd te worden, een tertiaire behandeling ondergaan :

1° als de lozing in een kwetsbaar gebied plaatsvindt;

2° als de lozing in het bekken van het kwetsbare gebied plaatsvindt en dat gebied vervuult;

3° als de bouw van de gemeenschappelijke zuiveringsinstallatie waar het water behandeld wordt, na de inwerkingtreding van dit besluit is begonnen.

§ 3. Naast de bepalingen van de §§ 1 en 2 kan de Minister een strengere behandeling opleggen zodat het ontvangende water de kwaliteitsdoelstellingen kan halen.

Art. 4. Stedelijk afvalwater van agglomeraties waarvan de vuilvracht gelijk is aan of kleiner is dan 2.000 i.e. en dat in een opvangsysteem terecht komt, moet, vooraleer geloosd te worden, uiterlijk 31 december 2005 een toereikende behandeling ondergaan.

Bij gebrek aan een strengere behandeling bepaald door de Minister als de kwaliteitsdoelstelling voor de ontvangende waterloop het vereist, of aan een door de Minister bepaalde minder vergaande behandeling als de ontvangende waterloop de kwaliteitsdoelstelling haalt, worden de in bijlage III vermelde eisen geacht aan de toereikende behandeling te voldoen.

Art. 5. De opvangsystemen moeten zodanig ontworpen, gebouwd en onderhouden worden dat rekening wordt gehouden met het volume en de eigenschappen van het stedelijk afvalwater, dat lekkages worden voorkomen en dat de verontreiniging van het ontvangende water door overstorting van hemelwater wordt beperkt.

De maatregelen worden genomen op grond van de verdunningspercentages of de capaciteit in verhouding tot het debiet bij droog weer.

Voor agglomeraties waarvan de vuilvracht gelijk is aan of kleiner is dan 2000 i.e., wordt het opvangsysteem, bij gebrek aan nauwkeurigere afmetingen, gedimensioneerd om tweemaal het debiet bij droog weer aan te voeren, berekend op basis van 180 liter per inwoner en per dag.

Art. 6. De gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties worden zodanig ontworpen of aangepast dat de debieten kunnen worden gemeten en representatieve monsters van het inkomende afvalwater en het behandelde effluent kunnen worden verkregen.

De plaatsen voor de lozing van het gezuiverde water worden voor zover mogelijk zodanig gekozen dat het effect op de ontvangende wateren zo gering mogelijk is.

De in i.e. uitgedrukte belasting wordt berekend op basis van het gemiddelde van de maximale wekelijkse belasting die in de loop van het jaar in de gemeenschappelijke zuiveringsinstallatie terechtkomt, behalve ongebruikelijke situaties zoals zware regenval.

Art. 7. De gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties die aan de in de artikelen 3 en 4 bedoelde eisen moeten voldoen, worden zodanig ontworpen, gebouwd, geëxploiteerd en onderhouden dat zij in normale weersomstandigheden een voldoende rendement kunnen hebben daar waar zij gevestigd zijn.

Bij het ontwerpen van deze installaties dient rekening te worden gehouden met de seizoenschommelingen van de belasting.

Art. 8. Lozingen van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties worden overeenkomstig de in bijlage IV vermelde procedures gecontroleerd.

De controles worden uitgevoerd door de bevoegde zuiveringsinstelling die daartoe de vereiste toestellen plaatst.

De resultaten van de controles worden ten minste drie jaar door de bevoegde zuiveringsinstelling bewaard.

De resultaten van de controles worden jaarlijks in de vorm van een synthese in een rapport opgenomen. Daartoe dient het in bijlage V vermelde formulier te worden gebruikt.

Het jaarlijkse rapport wordt aan het Bestuur gezonden, uiterlijk op 31 maart van het jaar na dat waarop het betrekking heeft.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage I

Emissienormen voor lozingen van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties
in agglomeraties met een vuilvracht hoger dan 2000 i.e.

Toegepast wordt de concentratiewaarde of het verminderingpercentage.

Parameters	Concentratie	Minimumpercentage van vermindering (1)	Referentiemeetmethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV bij 20 °C) zonder nitrificatie (3)	25 mg/l 02	70 — 90	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, maar gedecanteerd monster. Bepaling van de opgeloste zuurstof vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C +/- 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l 02	75	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster Kaliumbichromaat
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen	35 mg/l (4)	90(4)	- Filtrering van een representatief monster door een 0,45µm-filtermembraan droging bij 105 °C en wegen - Centrifugeren van een representatief monster (ten minste 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2.800 tot 3.200 g), drogen bij 105 °C en wegen

Nota's

(1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent

(2) De analyses betreffende lozingen uit bezinkvijvers moeten verricht worden met gefilterde monsters; de concentratie van het totaal aan gesuspendeerde stoffen in de ongefilterde watermonsters mag echter niet meer bedragen dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere worden vervangen : totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV en de vervangende parameter.

(4) Deze eis is facultatief.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage II

Emissienormen voor lozingen van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties die een tertiaire behandeling verrichten. Eén of beide parameters mogen worden toegepast, al naar gelang de lokale situatie. De concentratiewaarde of het verminderingspercentage moet worden toegepast.

Parameters	Concentratie	Minimum-percentage van vermindering (1)	Referentiemeet-methode
Totaal fosfor	2 mg/l P (10.000 tot 100.000 i.e.) 1 mg/l P (meer dan 100.000 i.e.)	80	Moleculaire absorptiespectrofo-metrie
Totaal stikstof (2)	15 mg/l N (10.000 tot 100.000 i.e.) 10 mg/l N (meer dan 100.000 i.e) (3)	70 - 80	Moleculaire absorptiespectrofo-metrie

Nota's

- (1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent
 (2) Totaal stikstof : totaal Kjeldahl-stikstof (organisch N +NH₃), nitraat (NO₃)-stikstof en nitriet (NO₂)-stikstof
 (3) Het jaargemiddelde van de concentratie aan totaal stikstof (dat, al naar gelang het geval, één van de twee bovenvermelde waarden niet mag overschrijden) wordt berekend op grond van de gezamenlijke perioden van het jaar waarin de watertemperatuur in de biologische reactor(en) hoger is dan 12 °C. Tijdens dezelfde perioden mag het dagelijkse gemiddelde van de concentratie aan totaal stikstof niet meer bedragen dan 20 mg/l.

Buiten deze perioden moet het gehalte aan totaal stikstof zo laag mogelijk gehouden worden.

De temperatuurnorm zou vervangen kunnen worden door een beperking van de werkingstijd, rekening houdend met de weersomstandigheden in het gebied.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Bijlage III

Emissienormen voor lozingen van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties in agglomeraties met een vuilvracht gelijk aan of kleiner dan 2000 i.e.

De waarde van de gemiddelde concentratie of het verminderingspercentage wordt toegepast.

Het bij regenweer te behandelen waterdebiet wordt beperkt tot tweemaal het afvalwaterdebiet bij droog weer, berekend op basis van 180 l per inwoner en per dag.

Parameters	Concentratie	Minimumpercentage van vermindering (1)	Referentiemeetmethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV bij 20 °C) zonder nitrificatie (3)	30 mg/l O ₂ (5) of 50 mg/l O ₂ (06)	70	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, maar gedecanteerd monster. Bepaling van de opgeloste zuurstof vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C +/- 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l O ₂ (5) 190 mg/l O ₂ (6)	75	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen (4)	60 mg/l (4)	90(4)	-Filtrering van een representatief monster door een 0,45µm-filtermembraan droging bij 105 °C en wegen. -Centrifugereren van een representatief monster (ten minste 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2.800 tot 3.200 g), drogen bij 105 °C en wegen.

Nota's

- (1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent.
 (2) De analyses betreffende lozingen uit bezinkvijvers moeten verricht worden met gefilterde monsters; de concentratie aan gesuspendeerde stoffen in ongefilterde watermonsters mag echter niet meer bedragen dan 150 mg/l.
 (3) Deze parameter kan door een andere worden vervangen : totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV en de vervangende parameter.
 (4) Deze eis is facultatief.
 (5) Gemiddeld over 24 uur
 (6) Maximum

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage IV

Referentiemethoden voor controle en beoordeling van de resultaten

1. Met het debiet evenredige of op tijdsduur gebaseerde 24-uur-monsters moeten genomen worden op dezelfde, welbepaalde plaats in de afvoer en zo nodig in de inlaat van de zuiveringsinstallatie om te controleren of het geloosde afvalwater voldoet aan de normen van dit besluit.

Er worden goede internationale laboratoriumpraktijken toegepast, die gericht zijn op een zo gering mogelijke beschadiging van de monsters tussen het tijdstip van de monsterneming en dat van de analyse.

2. Het minimumaantal monsters per jaar wordt vastgesteld naar gelang van de grootte van de zuiveringsinstallatie en wordt gedurende het jaar met geregelde tussenpozen genomen :

- aantal i.e. kleiner dan of gelijk aan 2.000 : 4 monsters

in de loop van het jaar

- aantal i.e. tussen 2.000 en 9.999 i.e. : 12 monsters in de loop van het eerste jaar

4 monsters de daarop volgende jaren indien kan worden aangetoond dat het water het eerste jaar aan de bepalingen van dit besluit voldoet; indien één van de vier monsters niet aan de normen voldoet, moeten het daaropvolgende jaar twaalf monsters worden genomen;

- aantal i.e. tussen 10.000 en 49.999 :

12 monsters

- aantal i.e. 50.000 of meer :

24 monsters.

3. Het gezuiverde afvalwater wordt geacht te voldoen aan de waarden die vastgelegd zijn voor de verschillende parameters als voor iedere relevante parameter afzonderlijk uit monsters blijkt dat de overeenstemmende waarden in acht worden genomen, rekening houdend met de volgende bepalingen :

a) voor de parameters in bijlage I is het toegestane maximumaantal monsters dat niet overeenstemt met de vermelde concentratiewaarden of de verminderingspercentages, als volgt vastgesteld :

Aantal monsters genomen in de loop van een jaar	Toegestaan maximumaantal monsters dat niet voldoet
4 — 7	1
8 — 16	2
17 — 28	3
29 — 40	4
41 — 53	5
54 — 67	6
68 — 81	7
82 — 95	8
96 — 110	9
111 — 125	10
126 — 140	11
141 — 155	12
156 — 171	13
172 — 187	14
188 — 203	15
204 — 219	16
220 — 235	17
236 — 251	18
252 — 268	19
269 — 284	20
285 — 300	21
301 — 317	22
318 — 334	23
335 — 350	24
351 — 365	25

b) voor de parameters van bijlage I uitgedrukt in concentratie mogen de monsters die niet aan de normen voldoen onder normale bedrijfsomstandigheden niet meer dan 100 % afwijken van de parameterwaarden. Voor de parameterwaarden in concentratie betreffende het totaal van gesuspenderde stoffen mogen afwijkingen tot 150 % worden aanvaard;

c) voor de parameters van bijlage II moet het jaargemiddelde van de monsters voor elke parameter voldoen aan de relevante waarden.

4. Voor de betrokken waterkwaliteit worden extreme waarden buiten beschouwing gelaten indien zij het gevolg zijn van ongebruikelijke situaties, zoals zware regenval.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage V

Basisformulier voor de jaarbalans van lozingen van zuiveringsinstallaties voor stedelijk afvalwater

Erkende zuiveringsinstallatie :										Jaar													
Station van										Conform — niet conform (1)													
Nr analyse	Datum van de monsterneming	QJ m ³ /j (3)	Eigenschappen van het influent					Eigenschappen van het effluent					Rendement					Gelijkvormigheid (2) BZV CZV GS					
			1 BZV	2 CZV	3 GS	4 NT	5 PT	1 BZV	2 CZV	3 GS	4 NT	5 PT	1 BZV	2 CZV	3 GS	4 NT	5 PT						
	Nombre total d'analyses									Moyennes annuelles						Moyennes annuelles							

Nota's

(1) Doorhalen wat niet past - globaal bestemmingscriterium.

(2) Conformiteit van de analyse op basis van de criteria CZV, BZV en GS - C = conform - NC = niet-conform.

(3) Dagelijks volume dat biologisch behandeld wordt op de dag van de monsterneming.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN